

## Des signaux mitigés du nouveau gouvernement en matière de sécurité routière

Le nouveau gouvernement annonçait un changement, mais ses choix concernant la Délégation à la Circulation et la Sécurité Routière restent sur la droite ligne de son prédécesseur... pour le moment.

Rejetant la demande de nombreuses associations impliquées sur le sujet, Fédération Française des Motards en Colère en tête, la DSCR reste rattachée au ministère de l'intérieur. Son départ des Transports en 2010 étant un symbole explicite de l'orientation tout-répressif de la politique de la route, nous demandions qu'elle y revienne, ou qu'elle passe sous l'égide du premier ministre. C'est en effet un dossier transversal, qui ne peut s'aborder efficacement que via ses différents acteurs : éducation, transports, environnement, et aussi répression, oui, un peu, mais pas que ça !

Autre symbole, aujourd'hui le nouveau délégué à la sécurité routière a été nommé : Frédéric Péchenard, ancien chef de la brigade de la répression du banditisme, précédemment directeur général de la police nationale, et ami d'enfance de Nicolas Sarkozy. Comme signe d'ouverture et de changement d'état d'esprit, on a vu mieux. Est-ce l'aveu du manque d'intérêt du gouvernement pour ce dossier, ou une punition pour cet ami de l'ancien président ? Dans les deux cas, on ne peut pas dire que sur ce plan la nouvelle mandature commence sous les meilleurs auspices.

Cependant, le nouveau ministre de l'Intérieur ayant par ailleurs annoncé la fin de la politique du chiffre, la FFMC reste ouverte au dialogue et constructive, elle attend de rencontrer M. Péchenard pour se prononcer. En 33 ans, elle aura vu passer bien des gouvernements et bien des DISR ; elle recommencera donc, une fois de plus, à expliquer et à démontrer qu'une autre politique de sécurité routière est possible, et qu'elle doit se faire avec les usagers de la route et non *contre* eux.